



La voix des acteurs sociaux

LA nécessité de publier, aussi souvent que possible, des documents retenus pour leur intérêt politique ou sociologique, ou encore pour leur qualité littéraire, s'est vite imposée à l'équipe rédactionnelle de *Politique africaine*. Il s'agit, dans notre esprit, de donner à entendre la voix des acteurs sociaux, de telle manière qu'elle s'inscrive en contrepoint des analyses dites scientifiques ; de faire en sorte que le discours de l'observateur, étranger le plus souvent aux sociétés prises en considération, ne se substitue pas toujours, ou pas complètement, à la parole des sujets politiques ; d'inciter le lecteur à poursuivre une réflexion critique sur cette distance entre ce qui est dit en Afrique et ce qui est dit de l'Afrique.

Mais, pour louable qu'il soit, ce souci n'est pas dépourvu d'ambiguïté. Tout d'abord, ce serait se méprendre que de voir dans cette rubrique une touche de « couleur locale ». Ce que d'aucuns ressentiront comme « pittoresque » témoigne en réalité de cultures politiques authentiques et spécifiques, dans lesquelles il serait erroné d'appréhender un décalque de ce qui se fait, se pense et s'exprime ailleurs : en Europe, en Amérique. En d'autres termes, « pittoresque » pour qui ? Il convient notamment de ne pas oublier que la langue politique, dans la plupart des États africains, est demeurée celle de la domination coloniale et n'est donc pas la langue maternelle des acteurs sociaux, mais que, simultanément, elle est le produit d'histoires particulières et irréductibles. La singularité de ces voix africaines ne doit pas non plus cacher leur fréquente et indéniable beauté ; à cet égard, l'admirable lettre de Thérèse, qui honore le premier numéro de notre revue, forcera le respect des plus enclins à la raillerie et à la condescendance.

Par ailleurs, rien n'est moins innocent que la publication d'un « document », soi-disant à l'état brut. Cela a été dit au sujet de « la modestie agressive des folkloristes », qui prétendent

restituer dans sa pureté originelle la culture populaire, par le biais de la compilation et du répertoire : « solidement retranchés dans un positivisme proclamé, dans le refus d'interpréter ou de conclure, ces inventaires ne sont-ils pas la ruse ultime, et comme la revanche de l'interprétation ? », se demande Michel de Certeau, dans La culture au pluriel. Formulée par un historien français, la critique vaut également pour l'Afrique. Quels sont les critères de sélection des documents publiés ? Quelle en est l'origine mais aussi, comment nous ont-ils été communiqués, et dans quel but ? Faut-il en conserver l'orthographe originelle ? Et surtout, peut-être : de quel lieu sont-ils publiés ? Autant de questions dont les réponses sont des partis pris.

On le voit, cette rubrique n'est pas une panacée. Ce n'est point elle qui balayera le continent africain du faisceau de l'objectivité, qui énoncera la vérité de ce que sont les sociétés politiques d'Afrique noire. En nous assurant du sérieux des textes publiés, en indiquant (autant que faire se peut) leurs sources, en les assortissant d'un commentaire indispensable mais minimal, qui ne les occulte pas à trop vouloir les éclairer, nous nous bornons à rendre public ce qui est généralement méconnu, à compléter l'information de nos lecteurs, à enrichir nos analyses, à susciter la réflexion. Y parviendrions-nous en partie que ce serait déjà beaucoup.

Jean-François BAYART